



Archives du
Communisme
en Belgique

La « grève des 100.000 » - mai 1941

GOTOVITCH, José

1992, 11 pages

Article disponible en ligne à l'adresse :

< http://www.carcob.eu/IMG/pdf/greve_des_100000.pdf >

Pour citer cet article :

Référencement : GOTOVITCH, José, *La « grève des 100.000 »*, Bruxelles, CArCoB, 1992, [en ligne], < http://www.carcob.eu/IMG/pdf/greve_des_100000.pdf >, (date de consultation).

La « grève des 100.000 »

Faire grève sous l'occupation, c'est d'abord affronter l'interdiction décrétée par l'occupant, c'est être passible du Tribunal de guerre. La précarité des conditions de vie et la disparition de toutes les structures de protection ont plongé chacun dans la recherche frileuse d'un salut individuel, aussi faire grève c'est par là-même renouer avec l'action collective. En tout et en partie, c'est faire fi de l'ordre, l'Ordre Nouveau, qu'impose la présence du pouvoir occupant nazi.

Et pourtant, dès le 28 août 1940, deux cent trente-neuf mineurs refusent de descendre au puits Batterie à Liège : ils réclament du pain. De septembre à décembre 1940, dans tout le sillon minier, mais à Liège principalement, des arrêts sporadiques du travail se succèdent pour réclamer ici du pain ou des pommes de terre, là une augmentation des salaires, bloqués depuis le 10 mai.

A vrai dire, dans ce secteur dont la production est essentielle à ses yeux, l'occupant partage le point de vue des ouvriers : le Chef de l'Administration militaire souligne lui-même, en septembre 1940, que le mineur ne dispose plus que de 325 grammes de pain trafiqué au lieu des 900 grammes de pain blanc d'avant-guerre. Aussi sa réaction demeure-t-elle mitigée : s'il assure l'ordre, s'il arrête quelques grévistes, il les relâche au bout de quelques heures et tente de mobiliser des ressources pour ces travailleurs dont il a le plus grand besoin. Pour un peu, il orienterait la colère ouvrière vers le patronat belge en se drapant d'un manteau social.

Mais dans ce bassin industriel wallon, mineurs et métallos vivent en osmose : les revendications et la combativité des uns ne peuvent laisser les autres indifférents. L'hiver accentue la détresse : la pomme de terre, disparue ou hors de prix, cristallise l'aspiration à manger à sa faim. Malgré les timbres spéciaux dont bénéficient ces travailleurs astreints aux travaux lourds, la tension est à son comble au tournant de l'année.

POUR LES PATATES. Janvier 1941 marque en effet une étape. Le 13 de ce mois, à Bray, dans le Centre, 450 mineurs déclenchent un mouvement et cette fois la répression est brutale : 50 sont arrêtés et emprisonnés pendant une semaine. Mais surtout, l'occupant recherche et fera passer en jugement celui qu'il désigne, à juste titre, comme l'instigateur de la grève, le délégué principal, Desnos, un communiste. Depuis novembre, l'occupant dénonce le rôle de ces derniers dans les mouvements en cours. Mais si des tracts signés par le PC appuient, popularisent (et amplifient) les actions menées, les véritables instigateurs sont la misère et la faim.

Il n'empêche que dans les puits et les usines, des tracts et des mots d'ordre d'action fleurissent, les ouvriers perçoivent l'existence de mouvements clandestins, certains de leurs délégués retrouvent de la voix, eux-mêmes réapprennent des gestes familiers.

Ainsi du 29 au 31 janvier à Liège, un mouvement de grève embrase 28 puits et touche 7.200 mineurs : des piquets de grève réapparaissent organisant le débauchage systématique. Cette fois la vague, venue du Borinage, touche également des métallos. Opposition à une taxe de crise, augmentation des salaires et des pensions, distribution de pommes de terre et de viande : les mots d'ordre sont récurrents.

Devant cette réelle misère, contre laquelle le syndicat collaborateur, l'UTMI, ne peut qu'aligner les belles phrases, certaines grandes entreprises, dont Cockerill et Ougrée-Marihaye, organisent leurs propres circuits de distribution de vivres pour leur personnel. Après avoir subi en un premier temps le feu des critiques des journaux clandestins socialistes et communistes, les patrons refusent de livrer les listes de grévistes à l'occupant.

Mais la faim persiste, les grèves sporadiques touchent tous les bassins. A Falisolles, en mars, 300 mineures tiennent trois jours. En avril, la « contamination » s'étend à la Flandre. Des entreprises métallurgiques et textiles gantoises connaissent également des arrêts de travail : chez Carels, aux Chantiers Beauval, aux Clouteries des Flandres, à la Linière Gantoise. De son côté, l'OFK de Mons relève 8.000 grévistes dans les usines du sillon sud belge, ainsi qu'au Levant de Flénu et Aiseau Presles.

L'occupant s'énerve, exige d'être alerté dans l'heure en cas du déclenchement d'un mouvement, il emprisonne, il relâche, il tempête. Il mobilise cependant soixante tonnes de pommes de terre pour l'ensemble des entreprises gantoises. Il n'empêche que la faim n'est plus tout à fait le seul élément en cause. Le contexte s'est peu à peu modifié et le Chef de l'Administration militaire, Eggert Reeder, en est bien conscient quand, dans son rapport mensuel, il trace un lien entre les grèves d'avril, la montée persistante de la résistance et les événements des Balkans.

A bas la Guerre Impérialiste !

LE 1^{er} MAI, abandonnez les mines et les usines !

**Manifestez partout pour la Paix, pour le pain et la liberté, pour l'indépendance du pays !
Contre le régime capitaliste fauteur de guerre ! Pour le Socialisme !**

Pour la deuxième fois, le capitalisme a plongé le monde dans une guerre monstrueuse et barbare.

Des milliers d'hommes ont été arrachés à leurs foyers, à leur travail pour aller s'entre-tuer en Europe, en Afrique ou en Asie, pendant que leur femme, leurs enfants et leurs parents sont victimes des bombardements et souffrent de la misère la plus effrayante.

Comme en 1914, le responsable de la guerre impérialiste, le grand capital, essaye de cacher ses buts de conquête et de rapine derrière un rideau de belles phrases. Tandis que les uns prétendent envoyer les travailleurs à la boucherie pour la « défense de la démocratie et de la liberté », les autres font de même au nom d'un soi-disant « ordre nouveau ».

Mais, en vérité, dans les deux camps, les classes possédantes, le grand capital, mentent ! Cette guerre impérialiste, savamment préparée de longue date, n'a d'autre but que de faire décider par les armes, dans le sang et la ruine des masses travailleuses, lequel des deux groupes impérialistes en présence réalisera le nouveau partage du monde à son profit !

Des centaines de milliers de victimes sont déjà tombés sur les champs de bataille et sous les bombardements d'avions. Et la guerre continue à s'étendre, entraînant de nouveaux peuples dans le carnage !

Tandis que l'impérialisme américain se range de plus en plus résolument aux côtés de la Grande-Bretagne, les alliés de l'« Axe » multiplient leurs agressions contre les petits pays indépendants. En attaquant la Yougoslavie et la Grèce, l'Allemagne de Hitler met le feu à tous les Balkans pour s'acquiescer de nouveaux territoires, pour asservir et piller de nouveaux peuples.

Par la faute des magnats capitalistes et de leur politique de trahison, la Belgique connaît toutes les souffrances de la guerre et de l'occupation étrangère. Les peuples flamand et wallon vivent actuellement sous le joug de l'impérialisme allemand qui veut les asservir, les incorporer dans le « grand Reich germanique ».

La misère s'accroît, le coût de la vie augmente considérablement, la disette règne, la famine menace les masses travailleuses alors que les gros capitalistes et les profiteurs du régime ont leurs caves bien garnies et, avec le soutien de l'occupant, s'opposent à toute augmentation des salaires, des traitements et des misérables indemnités des chômeurs, laissant croupir les familles des prisonniers de guerre dans le besoin.

Alors que le blocus anglais empêche toute importation de nourriture des pays d'outre-mer, l'impérialisme allemand pille le pays tout en freinant le développement de notre agriculture par le réquisitionnement pratique de notre main-d'œuvre et le maintien de dizaines de milliers de nos travailleurs dans les camps de prisonniers.

C'est cela le capitalisme de nos jours ! La guerre, la misère et l'oppression, qu'elles soient couvertes de l'étiquette de la démocratie bourgeoise ou de celle du nazisme, s'identifient avec le régime capitaliste lui-même !

Travailleurs ! Travailleuses !

Le capitalisme n'a pu perpétrer ces crimes que grâce à la trahison des chefs socialistes. La II^e Internationale s'est écroulée avant même que le premier coup de canon ait été tiré. Les bons socialistes se répartissent dans les deux camps impérialistes, les uns se rallient au national-socialisme, les autres ne jurant que par la démocratie des oligarchies financières de Londres et de New-York.

Le 10 mai, la plupart des chefs du P.O.B. ont lâchement trahi la classe ouvrière, abandonnant à leur sort les organisations syndicales, mutuelles et politiques, ayant soin d'emporter les fonds dans leur fuite éperdue.

Aujourd'hui, les chefs du P.O.B. se sont divisés en « attentistes » pro-anglais ; les autres, les De Man et consorts se sont ouvertement mis au service de l'occupant et du grand capital, essayant de se

justifier en affirmant mensongèrement que le national socialisme serait « la forme allemande du socialisme ».

Ensemble, ces laquais de l'occupant et du grand capital, les De Man, Degrelle, Declercq, etc., tentent de tromper les masses travailleuses en leur faisant croire qu'ils veulent créer un « ordre nouveau » anticapitaliste ; ils veulent même s'acquiescer de la Journée du 1^{er} Mai pour mieux induire les travailleurs en erreur. Ils parlent de « socialisme » et de « révolution » pour mieux atteler les travailleurs au char de l'impérialisme !

Assez de sang versé !

Assez de misère !

La classe ouvrière possède assez de force pour grouper autour d'elle tous les exploités, tous les opprimés, et mettre définitivement fin à la guerre et à la misère ! C'est ce qu'a lumineusement démontré l'expérience des travailleurs russes.

L'Union Soviétique, le Pays du Socialisme, a poursuivi, depuis son existence, une politique conséquente de paix, malgré les provocations ininterrompues des puissances impérialistes ; il a assuré le bien-être de ses peuples, un développement social et culturel sans précédent ; cela, parce que les travailleurs de l'U.R.S.S., fraternellement unis sous la direction du Parti de Lénine-Staline, se sont débarrassés de leurs capitalistes et ont construit une société vraiment nouvelle, la société socialiste !

Toute la puissance de l'U.R.S.S. sert aux travailleurs du monde entier. En concluant un pacte d'amitié avec la Yougoslavie, l'Union Soviétique a de nouveau montré sa volonté de porter aide aux peuples dont l'indépendance est menacée.

En ce 1^{er} Mai, les travailleurs de notre pays, à l'exemple de leurs camarades russes, manifesteront leur volonté d'en finir avec la guerre impérialiste et les misères qu'elle engendre. Ils montreront la haine du régime qui engendre cette guerre et de ceux qui la soutiennent. Ils affirmeront leur volonté de faire triompher la révolution socialiste.

Travailleurs ! Travailleuses !

Le 1^{er} Mai, abandonnez les mines et les usines ! Manifestez partout votre volonté !

Ni Berlin, ni Londres ! Union de tous les travailleurs pour la Paix, par la lutte pour le renversement du capitalisme !

A bas la domination étrangère et l'esclavage fasciste !

A bas Rex et V.N.V., à bas De Man et sa clique de l'U.T.M.I., valets de l'occupant et traîtres à leurs peuples !

Pour l'indépendance de la Belgique ! Pour le droit des peuples wallon et flamand à disposer librement de leur sort.

Pour la libération des prisonniers politiques incarcérés ou déportés par l'occupant !

Pour le Pain !

Pour l'amélioration immédiate du ravitaillement !

Pour le relèvement de 50 % des salaires, pensions et allocations !

GROUPEZ-VOUS AUTOUR DU PARTI COMMUNISTE, LE SEUL PARTI QUI SOIT RESTE FIDÈLE À LA CAUSE DES TRAVAILLEURS, AU SOCIALISME !

RENFORCEZ SES RANGS !

LE PARTI COMMUNISTE.

© CARCoB

ROSES ET ROUGES. Si l'on se transporte à présent à l'intérieur des grandes entreprises liégeoises, tous les acteurs sociaux ne marchent pas au même pas. Les usines Cockerill et Ougrée-Marihaye sont un fief traditionnel de la puissante Fédération socialiste des Métallurgistes. Leader incontesté de la CGTB, Joseph Bondas, un Sérésien, a, dès sa rentrée d'exode, renoué les fils syndicaux. En opposition à De Man et à l'UTMI, il a lancé un bulletin clandestin, qui deviendra par la suite le journal *Combattre*, destiné à maintenir le contact entre les anciens affiliés et à encourager leur résistance au syndicat collaborateur. Ses maîtres mots d'ordre sont : « Travaillez lentement, sabotez intelligemment ». Tout comme Bondas d'ailleurs, les anciens délégués ouvriers maintiennent le contact avec les patrons qui, de leur côté, ont résolument refusé de s'engager dans les « Comités d'experts sociaux » inventés par l'UTMI car ils en contestent la représentativité ouvrière.

Ainsi, lors des conflits, les « anciens » délégués jouent la conciliation et, en accord avec les patrons, tentent de freiner, d'éviter ou de mettre fin au plus tôt aux mouvements de grèves. Ils traitent de provocateurs ceux qui depuis novembre 1940, mais avec une efficacité de plus en plus réelle, en appellent eux, systématiquement, à l'arrêt de travail : les communistes. Par la multiplication de journaux clandestin d'entreprise, par la (re)constitution de noyaux de militants, ceux-ci systématisent les revendications, en appellent à la grève et dénoncent de passivité, quand ce n'est pas de collaboration avec le patronat les « bonzes » sociaux-démocrates. A Seraing, l'affrontement est d'autant plus violent que le leader communiste Julien Lahaut y fait fonction d'échevin en lieu et place des socialistes qui le désignent clairement dans un tract comme un traître¹ ! Clairement exprimé au travers de la campagne clandestine pour la célébration du Premier Mai, l'objectif communiste est de conquérir les entreprises, de « gagner les anciens du POB et les syndicalistes ». C'est à ce point transparent que ce dernier constat est de la plume de Straub, le chef de la SIPO à Liège.

Ce Premier Mai 1941 exprime bien les deux stratégies opposées : là où le PC en appelle à la grève générale et à des manifestations, le Mouvement Socialiste Belge, restructuration clandestine du Parti Ouvrier Belge dissous par son président en 1940, invite pour sa part « à se promener le soir un brin de muguet à la boutonnière ».

C'est cependant au sein des entreprises que le conflit génère des modifications profondes dans le rapport de forces qui met aux prises pour l'hégémonie syndicale et politique, communistes et socialistes. A Liège, l'affrontement entre les deux familles politiques a atteint des sommets inégalés. « Indécrottables valets du capital, capitulars, traîtres, fuyards » : tels ne sont pas les moindres qualificatifs dont *Liberté* fait son pain bi-mensuel pour désigner les « social-démocrates ». Le journal communiste ne dédaigne pas l'attaque nominale qu'on ne peut relire sans malaise : elle s'apparente à la dénonciation. Accuser René Delbrouck de miser « sur la victoire des capitalistes anglais » s'avère d'autant plus dérisoire que le député J.G.S., rédacteur du clandestin *Monde du Travail* planifiait en 1940, la prise de pouvoir révolutionnaire...

« Imposteurs et traîtres » a déjà répondu Joseph Bondas à Seraing, sur le territoire même où « règne » Lahaut, tandis qu'à Liège-ville, le bourgmestre socialiste Bologne préside le collège qui inflige une suspension d'un mois sans traitement à Théo Dejace, animateur d'un mouvement revendicatif du personnel communal. Si *Liberté* attaque bien Bologne pour l'attitude de sa police envers les diverses manifestations, ses rédacteurs ignorent que le bourgmestre rend les « meneurs communistes » responsables de tous les troubles, y compris les manifestations de femmes et certifie à l'occupant qu'il les a mis sous surveillance.

¹ « Population sérésienne, voici les traîtres », tract ronéotypé, Archives Bondas, ILHS.

De fait, le Premier Mai se passe très calmement, trop calmement sans doute : la SIPO croit que le PC s'est volontairement abstenu par crainte de la répression, de nombreux militants enragent et se jurent de remettre cela avec plus d'intensité, à l'occasion la plus proche. Et quelle plus belle occasion choisir que celle du 10 mai, premier anniversaire de l'invasion de la Belgique.

Mais le Premier Mai a précisément démontré que l'on ne part pas en grève sous l'occupation, geste grave et lourd de conséquences, sur la simple décision d'un état-major, et encore, faudrait-il qu'il y en ait eu !

Un élément cependant permet un rapprochement évident : au lieu des 15 kg de pommes de terre par tête prévus pour les travailleurs lourds, avril n'a livré que la moitié et le reste de la population a dû même se contenter de 2 kg seulement. Mais depuis le 7 mai, il n'y a plus de pommes de terre pour personne, ni possibilité de s'approvisionner ailleurs, le marché noir étant hors de portée des travailleurs. Comme certains prix officiels ont augmenté parfois de 100%. Voilà à coup sûr, quelques raisons solides susceptibles de fonder des décisions hardies.

SANS BEURRE, PAS DE CANONS... Cockerill pourrait bien être ce lieu d'où des militants syndicaux énergiques, regroupés autour d'un jeune taxé « très à gauche », Robert Lambion dont on reparlera dans l'histoire du mouvement ouvrier liégeois, ont décidé de lancer le mouvement, à la fois revendicatif et patriotique. Et de fait, le samedi 10 mai au matin, la fonderie débraye, femmes en tête, et le mouvement va gagner toute l'entreprise. Ce signal, d'autres revendiquent l'avoir donné, mais, en réalité, le 9 mai déjà, à 6 heures du matin, malgré les objurgations du délégué, les mineurs du siège Boverie des Charbonnages de Marihaye, refusent de descendre. Ils protestent contre l'insuffisance du ravitaillement, notamment en pommes de terre et réclament une augmentation de salaire. L'ingénieur des Mines qui fait rapport le lendemain, constate que le mouvement a déjà gagné deux autres sièges, Vieille Marihaye et Many. Le Pery au Bonnier s'y ajoute, toujours malgré l'opposition des délégués ; si bien qu'au moment où Cockerill démarre chez les métallos, plus de 6.000 mineurs sont déjà en grève.

Le lendemain dimanche marque à peine une pause puisque dès le matin, les ouvriers d'Ougrée-Marihaye font part à l'ingénieur de service de leur intention de partir en grève comme leurs camarades de Cockerill pour la même raison de ravitaillement insuffisant. A l'intervention de l'ingénieur en chef, le mouvement est retardé jusqu'au lendemain, le temps pour la direction de tenter de nouvelles démarches auprès de l'autorité occupante.

De fait, dès ce moment, deux mouvements se déclenchent, parallèles mais étroitement liés. D'une part entre les directions d'entreprises, les organisations patronales, l'administration belge et l'autorité occupante, convenant pareillement du bien-fondé du

mécontentement ouvrier mais désireux d'en finir au plus vite avec la grève, des négociations se nouent à tous les niveaux pour tenter de dégager des solutions.

Par ailleurs, et ceci expliquant cela, dès le lundi 12 mai, la grève embrase tout le bassin liégeois et va même contaminer le bassin minier campinois !

Les rapports sont précis qui permettent de suivre la progression. Lundi 12 mai : tous les « grands noms » de la métallurgie liégeoise s'alignent au palmarès : Cockerill, Ougrée-Marihaye, Phoenix Works, Tubes de la Meuse, Ateliers Jaspar etc. Le 13 mai, 20.000 mineurs et 11.000 métallos sont dans le mouvement. Le 14, 31.000 grévistes, le lendemain 51.000, le 16, 54.000 ; le 17, 33.000 métallos et 27.000 mineurs sont engagés alors que toute la Campine, sauf Beringen, débraye à son tour.

Le poids de la grève se mesure à cette notation du général Halder : « Chaque jour de grève, c'est 2.000 T d'acier perdu » et par l'intervention personnelle de Hitler pour que du ravitaillement soit fourni !

Ainsi, de l'aveu même de l'occupant, l'action met directement en cause l'effort de guerre allemand. Consciemment ou pas, la revendication sociale devient une arme patriotique.

SUCCÈS ? Dès le départ, les plus hautes autorités respectives se préoccupent du dossier. A Liège, le général Keim, *Oberfeldkommandant*, reçoit diverses délégations. Reeder envoie sur place son bras droit Thedieck. Du côté patronal, le baron de Launoit, président d'Ougrée-Marihaye, est tenu directement au courant des diverses démarches et interviendra personnellement. Greiner, le patron de Cockerill, paie de sa personne. A Ougrée-Marihaye, le Comité consultatif ouvrier est réuni et consulté très vite cependant -, et ce sont les Allemands qui en font état – les anciens délégués ne tiennent plus la base.

Malgré l'effervescence au sommet, c'est le conseil échevinal de Seraing, siège de Cockerill, où Lahaut joue désormais les premiers rôles, qui obtient une entrevue avec le Secrétaire au Ravitaillement. Et la délégation qui se rend le 13 mai à Bruxelles comprend des délégués ouvriers de Cockerill, dont Lambion, Greiner le grand patron et... Lahaut. De Winter les écoutera attentivement et se retourne vers l'administration militaire : il exige 500 g par jour et par personne.

Au retour, Lahaut harangue les ouvriers venus l'attendre à la Passerelle. La *Feldgendarmerie* disperse la foule non sans que le leader ouvrier n'ait lancé un appel à la poursuite du mouvement, ce que les jours suivants allaient d'ailleurs clairement confirmer.

Dans la nuit, des tracts communistes ont appelé à l'extension du mouvement et tant les Secrétaires généraux, les patrons et l'occupant perçoivent clairement désormais le travail d'agitation des communistes. Ceux-ci combinent alors avec succès la tactique qui

lie l'action légale (Lahaut) à l'action illégale qu'autorise encore l'existence du pacte germano-soviétique.

Conscient de ce qui se passe, l'occupant renonce à l'usage d'une force... dont il ne dispose d'ailleurs pas : sa seule compagnie militaire et ses soixante *Feldgendarmes* sont exhibés en armes successivement en de multiples lieux pour faire croire à leur démultiplication ! Mais il sait surtout parfaitement que si les communistes soufflent sur la cendre, ils n'ont pas allumé les feux et sont impuissants à les maîtriser. Les vingt wagons de pommes de terre acheminés depuis Hasselt sur son ordre vont se révéler le meilleur argument pour mettre fin au mouvement de même que le paiement des jours de grèves comme jours de congé légaux.

Et de fait, le climax a été atteint le 17 : les négociations et les promesses diverses formulées à des échelons variant d'usine à usine calment peu à peu le jeu. Vers le 21-22 mai le mouvement est ainsi résorbé, sans violences, avec une répression limitée qui tient à la volonté partagée de préserver l'outil qui fonctionne, quoi qu'on en pense, au bénéfice de chacun dans le cadre de la politique de moindre mal. Bientôt, matérialisant les constats opérés à cette occasion, l'occupant admettra un relèvement général des salaires de 8%, rompant ainsi pour la première fois le blocage qu'il avait décrété le 10 mai 1940.

Cette augmentation de 8%, assortie d'allocations de vacance, rations supplémentaires, etc. ne règlera en rien l'effrayante situation de la classe ouvrière dont les revendications portaient, outre le renforcement substantiel des rations de pain, beurre, pommes de terre et féculents, sur une augmentation de 25% des salaires bloqués. Une augmentation que Reeder lui-même considérait comme inévitable depuis janvier 1941, à la condition que les salaires belges restent toujours à un niveau inférieur à ceux pratiqués dans le Reich pour ne pas handicaper les engagements volontaires de travailleurs pour l'Allemagne !

FIN ET COMMENCEMENT. Si la grève se termine ainsi sans mal, elle n'est pas anodine. La grève des 100.000 comme on l'appellera bientôt dans la saga de la résistance marque quelques tournants essentiels dans l'histoire de l'occupation.

La grève a d'abord été la manifestation d'un renforcement de la cohésion nationale. Pour la première fois, des clandestins « bourgeois » magnifient une grève ouvrière. Après hésitation, le patronat prend fait et cause pour son personnel et mène les négociations en sa faveur. Le baron de Launoit interviendra personnellement pour que soit rejetée la demande allemande de livrer les noms de cinq « meneurs » par entreprise.

Cela ne va pas sans regretter que les anciens délégués, prompts au dialogue, aient été généralement écartés dans le mouvement par de nouveaux porte-paroles, plus énergiques et combatifs, souvent des communistes révélés par la grève. Ce regret, ils le

partagent avec les dirigeants de l'ancienne Fédération des Métallurgistes, qui perdent ainsi une partie de leur représentativité. Ils paient ainsi leurs hésitations, voire leur hostilité à l'usage de la grève sous l'occupation. Ils font place nette pour l'implantation qui suivra la grève de groupes syndicaux clandestins animés par le PC, les Comités de Lutte syndicale (CLS), mais bien plus encore pour la prise de pouvoir au sein des métallos par André Renard.

Leur propre succès, incontestable, conduit les communistes à modifier fondamentalement leur tactique syndicale. Il ne s'agit plus de demeurer dans les anciens syndicats pour tenter d'y battre les demaniens. Il s'agit désormais de « reformer vos syndicats vous-mêmes... comme vos pères le firent il y a 50 ans ! ». Le Parti Communiste clandestin prend donc l'initiative de créer une structure nouvelle.

Des Comités de Lutte à la base : **il s'agit désormais pour le Parti de bâtir lui-même, autour de ses militants, des groupes clandestins d'action au sein des entreprises.** Nous avons entre les mains l'acte de naissance des C.L.S., *Comités de Lutte Syndicale*. Le Parti a tiré leçon du succès remporté dans le mouvement réel, et non plus rêvé. Même si le cas est limité dans l'espace géographique, la preuve lui est apportée que ses militants ne sont pas isolés quand ils arborent le drapeau du combat social, qu'ils sont reconnus et appuyés, qu'ils influent sur le cours des événements. Mieux sans doute qu'avant-guerre, et certainement que depuis le 10 mai, le P.C.B. prend pied dans les grandes entreprises, par ailleurs fiefs socialistes.

L'expérience liégeoise va marquer la ligne générale du Parti, permettant d'opérer le passage du social au politique, de l'international au national.

Au soir du 19 mai, le mouvement est plus fort que les formules dogmatiques. *Temps nouveaux* peut écrire :

« En se révoltant contre la misère que leur imposent la guerre impérialiste et le pillage de l'occupant, les grévistes mènent une lutte hautement politique. **Ils prennent la tête du mouvement de libération en vue de l'indépendance du pays** ».

Mais cette réussite contient ses propres dangers. L'impatience grandit chez les militaires allemands de voir le P.C.B. interdit et ses militants arrêtés. A Berlin, au début de juin, on est d'accord mais on retardera l'interdiction pour des « raisons tactiques », alors que depuis mai 1941 on a fait élaborer un fichier de 1.800 communistes dont 84 dirigeants. Le secret qui doit entourer l'attaque imminente planifiée contre l'U.R.S.S. explique évidemment cet ultime sursis.

La leçon générale de ce mouvement exceptionnel aura été le réveil certain de l'audace et de la solidarité ouvrières, audace de relever le défi de la force nazie, audace d'une mise en cause de la paix sociale, base de l'Ordre Nouveau. Elle aura fourni, en forçant

l'occupant à devoir résoudre ouvertement le problème, la démonstration de sa culpabilité dans la fameuse organisée de la Belgique.

Nombre de grévistes d'après les rapports allemands :

	14 mai	15 mai	16 mai	17 mai	19 mai	20 mai
Mines	22.838	25.051	26.325	27.883	9.826	7.073
Métallurgie	12.269	26.469	28.062	32.295	3.000	500
TOTAL	35.107	51.520	54.387	60.178	12.826	7.573



© CARCoB